

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		référence dossier :
Déposée le 22/12/2004	Complétée le	N° PD3403304F0002
Par :	- SARL "CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT"	
Demeurant à :	2 BIS RUE GAUTHIER DE RUMILLY 80000 AMIENS	
Représenté par :		
Pour :	Démolition de 6 annexes	
Sur un terrain sis :	Château de Boisseron	

Le Maire :

Vu la demande de permis de démolir susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 430-1 et suivants, R 430-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme applicable
Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France du 23/02/2005 .

ARRETE

ARTICLE UNIQUE : est accordée l'autorisation de démolir pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 05.845 du 8/04/2005.

A Boisseron, le
Le Maire,

07/06/05

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L421-2-4 du Code de l'Urbanisme.
Elle est exécutoire 15 jours à compter de sa transmission et de sa notification.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE** : Le permis de démolir est périmé si les démolitions ne sont pas entreprises dans le délai de cinq ans à compter de sa notification ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à cinq années.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis de démolir doit être affichée sur le terrain de manière visible de l'extérieur, par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).